



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement
de Bretagne

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 Lorient

Lorient, le

25 JAN. 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DÉPÔT PÉTROLIER DE LORIENT SEIGNELAY

10 rue de Seignelay
56100 Lorient

Références : LH/FD/E/2024
Code AIOT : 0005501834

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2023 dans l'établissement DÉPÔT PÉTROLIER DE LORIENT SEIGNELAY implanté 10 rue Seignelay - 56100 Lorient. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DÉPÔT PÉTROLIER DE LORIENT SEIGNELAY
- 10 rue Seignelay - 56100 Lorient
- Code AIOT : 0005501834
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le thème de la visite a porté sur l'action nationale "accidentologie" au sein des établissements SEVESO Seuil haut et système de gestion de la sécurité.

La société Dépôt Pétrolier de Lorient (DPL) exploite deux dépôts sur la zone industrielle portuaire de LORIENT :

- le dépôt de Seignelay comprenant 7 bacs essences, éthanol ou distillats (gazoles/FOD) avec installations de chargement de véhicules citernes,
- le dépôt de Kergroise comprenant 6 bacs de stockage dédiés uniquement aux distillats (dépôt utilisé comme dépôt satellite du dépôt de Seignelay, reliés entre eux par 2 pipelines enterrés).

Compte tenu des substances et quantités stockées, ces dépôts relèvent chacun du seuil haut du classement SEVESO III. Le plan de prévention des risques technologiques a été approuvé par arrêté préfectoral du 27 décembre 2017.

S'agissant du dépôt de Seignelay les prescriptions actuellement applicables sont celles de l'arrêté préfectoral du 3 mai 2022 ainsi que les dispositions des arrêtés ministériels associés à l'activité ainsi qu'au statut Seveso seuil haut de l'établissement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	Sans objet
2	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6	Sans objet
3	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5	Sans objet
4	Gestion des presque accidents ou des incidents REX	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	Sans objet
5	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale portant sur l'accidentologie dans les établissements Seveso Seuil haut et le système de gestion de la sécurité (SGS). Le contrôle vise à évaluer la bonne application des dispositions prévues dans le SGS ainsi que la prise en compte du retour d'expérience d'événements survenus sur le site ou dans des établissements de la même profession en France ou à l'étranger.

Les procédures visées par le SGS ont été contrôlées par sondage et ne conduisent pas à des constats de non-application mais uniquement à de simples observations en vue d'ajustements à la main de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2023, Existence SGS
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L.515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R.515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : La société DPL dispose d'un système de gestion de la sécurité : la révision complète pour une application en janvier 2024 du manuel SGS a été transmise à l'inspection préalablement à la visite (l'inspection dispose également de celle en cours qui date de 2015 révisée en 2019). Le SGS, commun aux deux dépôts pétroliers de Kergroise et Seignelay, exploités à LORIENT par la société DPL, contient les éléments prévus dans l'annexe I de l'arrêté ministériel susvisé (parties 1 à 7). Il est construit selon le plan suivant : 0 - Rubriques introductives 1 - Organisation-formation 2 - Identification et évaluation des risques liés aux accidents majeurs 3 - Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation 4 - Conception et gestion des modifications 5 - Gestion des situations d'urgence 6 - Surveillance des performances 7 - Audits et revues de direction. Dans la partie « rubriques introductives », le document explique l'organisation mise en place par la société DPL qui a signé un contrat d'assistance à la gestion des dépôts avec la société Raffinerie du Midi (RM). Il est indiqué que la direction DPL gère les dépôts selon un ensemble de règles répondant aux exigences réglementaires d'exploitation de dépôts pétroliers classés Seveso Seuil haut, ces règles de gestion et de pilotage étant composées, d'une part, de règles communes établies pour l'écosystème par les équipes centrales de RM en coordination avec l'ensemble des dépôts sous contrat d'assistance à la gestion et, d'autre part, de règles spécifiques répondant aux particularités de DPL. La société DPL explique que ce dispositif a l'avantage de s'enrichir des retours d'expérience d'un ensemble divers de dépôts sous contrat d'assistance RM (Ecosystème RM), de l'expertise des équipes d'ingénieurs de RM ainsi que des études partagées par les syndicats et associations liées à la profession.

Le volet Organisation du manuel SGS dont la nouvelle version sera applicable début 2024, bénéficie d'une clarification entre le rôle de la direction DPL et celui de l'assistance fournie par la société Raffinerie du Midi. Ce volet mentionne notamment que l'animation, le maintien et le progrès du SGS sont désormais de la responsabilité du directeur général de DPL, assisté, le cas échéant, par un représentant de la direction HSE de RM, alors, qu'auparavant, ces actions étaient confiées au chef du service HSE-Q de RM.

Le document fait référence à différentes procédures en vigueur au sein des dépôts, ainsi qu'à des consignes qui sont numérotées. Sur site, l'inspection a pu consulter la liste des procédures et consignes qui sont classées par domaine.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6

Thème(s) : Actions nationales 2023, Mode de recensement des événements et mode de filtre

Prescription contrôlée :

Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.

Constats :

Une procédure spécifique est mise en place, il s'agit de la procédure PJO4.01 « traitement des événements Hygiène-Sécurité-Environnement-Qualité » indiquant que tout événement HSEQ doit faire l'objet d'une déclaration dans l'outil informatique de suivi THEMIS selon les 2 matrices de gravité internes associées (une pour les événements HSE, une pour les événements qualité). La procédure est en cours de mise à jour notamment pour :

- intégrer les critères de l'échelle européenne s'agissant de la notification des accidents majeurs et de la caractérisation des accidents,
- préciser l'analyse des causes à réaliser (dont causes profondes) selon la gravité de l'évènement, avec une notion ajoutée de gravité réelle et potentielle de l'évènement,
- apporter des précisions sur la diffusion du retour d'expérience de l'évènement survenu,
- introduire 2 niveaux de contrôle pour la surveillance de la bonne gestion des événements.

La traçabilité du traitement des événements HSEQ est également réalisée via cet outil.

La procédure définit notamment, dans le domaine de la sécurité et de l'environnement, ce qu'est un accident, un presque-accident et un incident. Le dysfonctionnement de mesures de maîtrise des risques fait partie des incidents pris en compte.

Cette procédure définit également les modalités de traitement des événements dont analyse (en lien avec matrices de gravité), actions curatives, recherche des causes, actions correctives prévues, vérification de l'efficacité des actions mises en œuvre et de la non-répétitivité de l'évènement avant sa clôture qui doit être justifiée.

Les accidents et incidents qui se produisent sur d'autres sites industriels de la profession en France et dans le monde font l'objet de retours d'expérience partagés au sein de « l'Ecosystème » Raffinerie du Midi via le contrat d'assistance à la gestion des dépôts de la société DPL.

Un retour est fait en CSSCT sur les différents événements survenus, avec l'information désormais dans le compte-rendu sur la clôture ou non de l'évènement et le suivi du plan d'actions correspondant.

Observations :

L'inspection invite l'exploitant à examiner l'intérêt d'identifier dans la procédure susvisée :

- les situations de sollicitation de MMR, au-delà du dysfonctionnement de mesures de maîtrise des risques (MMR) pris en compte comme incident,
- le critère « non-conformité réglementaire » comme conséquence potentielle voire avérée d'un incident, considérant le retour d'expérience de l'incident « injection d'eau dans la cuve d'émulseur 3 % ».

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5

Thème(s) : Actions nationales 2023, MMR : suivi des défaillances de MMR

Prescription contrôlée :

Mesures de maîtrise des risques [...] Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ou préventives nécessaires sont menées. Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives. Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive). A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.

Constats :

L'exploitant indique que les MMR (mesures de maîtrise des risques) recensées dans l'étude de dangers (EDD) en vigueur sont suivies et les anomalies ou défaillances détectées font l'objet d'une analyse qui conduit le cas échéant à la révision de l'EDD ou à l'intégration des paramètres dans la révision quinquennale de l'EDD, selon la gravité de l'anomalie ou de la défaillance détectée.

La procédure P.I01.14 définit les modalités de gestion des mesures de maîtrise des risques (MMR) listées dans l'étude de dangers.

Dans la procédure P.JO4.01 « traitement des événements Hygiène-Sécurité-Environnement-Qualité », le dysfonctionnement de mesures de maîtrise des risques fait bien partie des incidents pris en compte.

L'ensemble du personnel DPL est formé à la sécurité et sensibilisé aux risques comme le personnel des entreprises extérieures.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Gestion des presque accidents ou des incidents REX

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Actions nationales 2023, Déclaration et analyse des causes des événements
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme
Constats : La procédure PJO4.01 « traitement des événements Hygiène-Sécurité-Environnement-Qualité » prévoit que le chef d'établissement ou son adjoint, en son absence, informe les autorités administratives, selon la nature et la gravité de l'évènement. A cet effet, l'annexe 1 « matrice de gravité pour le traitement des événements HSE », jointe à la procédure précitée, définit les critères d'information de l'inspection selon la nature de l'évènement. A cet égard, l'exploitant a indiqué vouloir échanger avec l'inspection sur la matrice interne actuellement retenue et l'adapter le cas échéant. Après examen du document, l'inspection : <ul style="list-style-type: none">- relève que la même définition est donnée pour l'incident et le presque accident à savoir « événement indésirable dont les conséquences graves ont pu être évitées mais ayant le potentiel de devenir un accident ». Cette définition nous paraît s'apparenter à la notion d'incident qui est un événement qui aurait pu porter atteinte aux intérêts protégés par le code de l'environnement (article L.511) dans des circonstances différentes de celles d'un accident (cf. échelle européenne de caractérisation des accidents). L'incident est à distinguer du presque accident qui correspond à une dérive par rapport au fonctionnement normal des installations mais sans avoir de conséquence humaine, matérielle ni environnementale. Il peut être porteur d'un retour d'expérience très utile notamment pour corriger des vulnérabilités afin d'éviter la survenue d'un événement plus grave ;- relève que l'échelle européenne bien que citée en annexe 3 n'est pas mentionnée en tant que document dans le point 3 - références de la procédure.
Observations : Considérant l'obligation faite à tout exploitant d'installation classée de déclarer tout accident ou incident de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, la nécessité ou non d'informer l'inspection pourrait être facilitée pour le lecteur de la matrice en précisant dans celle-ci si l'évènement redouté tel que décrit est un presque accident, un incident ou un accident. De même pour la nécessité ou non de transmission d'un rapport. De plus, il paraît de bonne pratique d'informer l'inspection dès lors qu'il y a eu appel avec déplacement des secours (même sans intervention au final) ainsi que pour tout événement ayant pu être perçu de l'extérieur du site et pouvant amener un tiers à s'interroger/ s'inquiéter sur un risque ou une nuisance présentés par le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7
Thème(s) : Actions nationales 2023, Réalisation d'audits
Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.
Constats : Le manuel du SGS indique : <ul style="list-style-type: none">- qu'un audit interne du SGS est réalisé une fois par an, la procédure PJ05.02 décrivant le déroulement des audits internes, en prenant comme référentiel la réglementation en vigueur ;- que des audits externes sont régulièrement réalisés par les actionnaires et clients de la société Dépôt Pétrolier de Lorient. <p>Les rapports d'audits sont saisis sur la base THEMIS qui permet au coordinateur management Système, en relation avec le directeur général de DPL de formaliser les non-conformités, les observations et les axes d'amélioration relevés lors des audits.</p> <p>En 2023, l'audit interne a été réalisé du 2 au 4 octobre, faisant notamment état d'un axe d'amélioration possible sur les scellements (consignation, cadenassage d'équipements) et une meilleure identification d'équipements.</p> <p>S'agissant des audits externes, la société TOTAL Energies, actionnaire de la société DPL, réalise un audit tous les 2 à 3 ans. Un audit interprofessionnel, réunissant Total Energies et d'autres actionnaires du dépôt est également réalisé tous les 4 ans. Le prochain est prévu au 1^{er} semestre 2024. Enfin, la société DPL stockant du gazole pour le compte de la SAGESS qui gère des stocks stratégiques de produits pétroliers, cette société peut être amenée à réaliser des audits.</p> <p>Une revue de direction, composée au moins du directeur général, de ses adjoints et éventuellement du président de DPL et du représentant de Raffinerie du Midi, se tient au moins une fois par an. Au cours de cette réunion, sont notamment examinés les tableaux de bord HSE comprenant des indicateurs caractérisant la prévention des accidents majeurs, le bilan des rapports HSE avec établissement de statistiques par type d'évènement et retour d'expérience, le bilan de fonctionnement des MMR, le suivi des actions correctives et préventives et le bilan des visites de sécurité et d'audits internes SGS.</p>
Observations : L'inspection s'interroge sur l'examen, en revue de direction, uniquement des audits internes SGS et invite l'exploitant à se positionner sur l'intérêt d'examiner également les audits externes en revue de direction.
Type de suites proposées : Sans suite